



## FIRAF INFO 2

3<sup>e</sup> promotion du Master2 Techniques des métiers de l'information de l'UNB à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)

4º édition du Festival de radio d'Afrique francophone 10-12 février 2023 Maison de la Culture à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)

# Programme 10/02

- Ouverture
- -Radio et transition : quelle contribution ?
- Quel journalisme dans un contexte de changement institutionnel ?

#### 11/02

12/02

- -Liberté d'expression et de la presse dans un régime de transition : défis et perspectives -Le journaliste citoyen en période de transition : jusqu'où peut-il s'engager ?
- -Réseau d'initiatives des journalistes (RIJ) -Journée mondiale de la radio : Radio et paix
- -Programme Paix au Sahel (Niger)
- -Radio rurale internationale (Canada)
- -Remise des prix FIRAF

Haut patronage du ministère de la Communication Patronage du gouverneur des Hauts-Bassins Parrainage du PDG de Sya Mines et Carrières

#### **Partenaires**

Reporters solidaires
Réseau d'initiatives des
journalistes (RIJ)
Union des journalistes et
correspondants des HautsBassins (UJCP-HB)
Université Nazi-Boni
Villa Rose
Ville de Bobo-Dioulasso
Sva Mines et Carrière

## Les radios à l'épreuve des coups d'Etat

Le commissaire général du Festival International des Radios d'Afrique francophone (FIRAF), Abdoulaye Ouattara, a tenu une conférence de presse pour détailler la 4e édition

Du 10 au 12 février 2023, à la maison de la Culture de Bobo-Dioulasso, a lieu la 4<sup>e</sup> édition du Festival international des Radios d'Afrique francophone (FIRAF), sur le thème : « Radio et transition en Afrique de l'Ouest : quelle contribution ? » ou comment les journalistes travaillent-ils après les coups d'Etat qui depuis deux ans se sont produits au Burkina Faso, au Mali et en Guinée. Selon Abdoulaye Ouattara, « les professionnels de radio vont débattre du traitement de l'information pendant ces périodes de transition». Il ajoute que la 4<sup>e</sup> édition se tiendra dans un contexte marqué par la double crise humanitaire et sécuritaire que vit le Burkina Faso où le journaliste est appelé à soutenir les actions du régime militaire en place.

#### La responsabilité sociale des journalistes

Lors de la conférence de presse, Mountamou Kani, président de l'Union des Journalistes et Correspondants de Presse des Hauts-Bassins (UJCP-HB) va plus loin. Il souligne qu'effectivement « en temps de crise les médias sont beaucoup plus appelés à faire correctement leur travail qu'en d'autres temps parce que leur responsabilité sociale est plus engagée ». Pour le 4º FIRAF, le commissaire général attend un représentant du ministère de la Communication et annonce la prise en compte de la langue nationale dioula dans les critères du concours radiophonique. A noter que cette édition précède comme toujours la Journée mondiale de la Radio (JMR) dont le thème cette année est : « Radio et paix ».

#### Master classes

En prélude à l'évènement, le comité d'organisation propose des master classes animées par le Réseau d'Initiatives des Journalistes (RIJ) sur le Mobil Journalism (MOJO), le Journalisme sensible au conflit et le Podcast, à destination d'étudiants en communication. Les organisateurs bénéficient du soutien de l'association Reporters solidaires qui rassemble des journalistes français et africains, d'une part en encadrant la réalisation du journal FIRAF Info 2 par les étudiants du Master 2 Techniques des métiers de l'information de l'Université Nazi Boni, d'autre part en offrant les prix du concours radiophonique du FIRAF.

#### Larissa Yerbanga



De gauche à droite

Moutamou Kani, président de l'UJCP-HB

Abdoulaye Ouattara, commissaire général du FIRAF

Christine Cognat, présidente de Reporters solidaires

#### Changements institutionnels en Afrique de l'Ouest

## La presse, victime collatérale

Depuis 2020, l'Afrique de l'Ouest est au cœur de ruptures institutionnelles marquées par des coups d'Etat. Ces bouleversements ne sont pas sans impacter l'exercice du journalisme, même si les expériences varient d'un pays à un autre.



Tout commence au Mali le 18 août 2020. Un groupe de soldats avec à leur tête le colonel Assimi Goïta met fin au pouvoir de Ibrahim Boubacar Kéita, réélu président deux ans auparavant. Dans la foulée, Bah N'Daw, un militaire à la retraite, est porté au pouvoir par la soldatesque. Il ne fera pas un an de règne, victime d'un autre coup de force de la part de celui qui l'avait fait président, Assimi Goïta. Après le Mali, c'est au tour du président guinéen, Alpha condé, de se voir renverser le 5 septembre 2021 par le colonel Mamadi Doumbouya, chef des Forces spéciales. Comme une épidémie, le Burkina Faso connait à son tour son putsch le 24 janvier 2022. Une mutinerie de soldats évolue en coup d'Etat, obligeant le président démocratiquement élu et réélu en 2020, Roch Marc Christian Kaboré, à quitter le pouvoir. Le lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo Damiba est annoncé comme étant celui qui assumera les fonctions de Chef de l'Etat. Ce putschiste est renversé à son tour le 30 septembre 2022 par le capitaine Ibrahim Traoré.

#### Mécontentement du peuple

Quels phénomènes peuvent bien expliquer tous ces changements de régime dans des pays où les présidents ont été élus avec des scores sans appel ?

Au Mali, ce serait à cause des irrégularités supposées lors des élections législatives de 2020 mais surtout en raison de l'incapacité du président Kéita à sauver le pays en proie aux groupes terroristes actifs depuis 2012. Au Burkina Faso, c'est aussi l'incompétence du régime de Kaboré à lutter contre l'insécurité qui cause plus de dix mille morts et entraîne près de 2 millions de déplacés internes selon Me Barthélémy Kéré, ministre en charge de la Justice. En Guinée, c'est le tripatouillage constitutionnel du président Condé pour s'offrir un troisième mandat qui provoque sa chute.

#### La presse en danger

Quitter un ordre constitutionnel normal ou un régime démocratiquement élu pour un pouvoir militaire a toujours un impact sur la liberté d'expression et celle de la presse. Pour preuve, au Mali, la règle, depuis l'arrivée des militaires au pouvoir, c'est de s'aligner ou de se taire. « Ou on est avec le pouvoir ou on s'autocensure. Tel est l'état de la liberté d'expression et de la presse au Mali sous la Transition », regrette la Fondation des Médias de l'Afrique de l'Ouest. A titre d'exemples, de nouvelles conditions d'accréditation plus exigeantes pour les correspondants des médias étrangers, la suspension de RFI et de France 24 et l'expulsion de Benjamin Roger, un journaliste français de Jeune Afrique, moins de 24 heures après son arrivée à Bamako.

#### La menace de la Radio des Mille collines

Au Burkina, au début de la Transition, le régime militaire invite d'abord les médias à « accompagner le processus de reconquête du territoire et à faire acte de patriotisme dans leurs publications ». Ainsi et au regard de l'insécurité dans le pays, les journalistes burkinabè sont contraints d'exercer leur métier avec une extrême prudence, soucieux de ne pas s'exposer aux sanctions gouvernementales et à la colère des terroristes. Le gouvernement va ensuite plus loin en suspendant RFI et en mettant en demeure le correspondant de France 24. Plus récemment, le chef du gouvernement, Me Appolinaire Kyelem menace les médias en les mettant en garde contre des dérives comme celles de la Radio des Mille collines, coupable d'avoir incité au génocide au Rwanda. En Guinée, la situation des journalistes n'est pas reluisante mais jusque-là, aucun média n'a été suspendu.

Il est toutefois utile de rappeler qu'il arrive que changements institutionnels ou régimes de transition soient bénéfiques pour la presse. Cela a été le cas au Burkina Faso après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 où plusieurs lois favorables à l'exercice du journalisme ont été votées par le Conseil national de la Transition.

#### Konwoman Rufin Paré

## Micro-trottoir : êtes-vous bien informé par les radios?



#### Cheick Oumar Traoré, alias Mike OT, 41 ans, promoteur culturel

« Aujourd'hui, tout le monde travaille pour être apprécié ou pour diffuser ce que les fans du régime militaire veulent entendre. On ne sait pas si c'est pas peur ou par manque de professionnalisme. Le véritable problème du Burkina, c'est que les journalistes ne vont plus sur le terrain, ils copient l'information sur les réseaux sociaux ».



#### Seydou Sanou, 55 ans, chef de service scientifique à l'INERA

« J'ai l'impression que les journalistes ne vérifient pas l'information avant de la diffuser. Nous sommes très souvent confrontés à des fake news, si bien qu'on a du mal à distinguer la vérité de la contre-vérité. On remarque généralement qu'il y a une différence dans les chiffres, d'une radio à une autre, ce qui est un problème dans le contexte actuel ».



#### Issa Guiro, dit Iss Polo, 48 ans, maître de cérémonie

« La situation est en train de s'améliorer. Pour ce qui est du traitement de l'information dans les radios, mon avis est qu'elles le font de la plus belle des manières, en ce sens qu'elles ne déforment pas l'information avant de la diffuser. En plus, les journalistes radio sont à saluer car ils prennent des risques pour aller chercher l'information pour leur public ».



#### Sankara Boureima, 40 ans, comptable au CNRST

« Les journalistes en général ont des soucis avec le pouvoir lorsque la critique n'est pas en sa faveur. J'invite ces journalistes à être patriotes. Ils doivent prendre exemple sur leurs confrères occidentaux qui arrivent à contrôler leurs communications en ne divulguant que ce qui est en leur faveur. Les radios permettent aux populations de s'exprimer, ce qui est une bonne chose à condition que ce soit vraiment dans un cadre patriotique ».



#### Noéllie Traoré, 36 ans, agent d'agriculture

**« J**e déplore vraiment le fait qu'à l'époque du numérique, où les gens diffusent l'information à chaud, les radios n'aillent pas en profondeur. C'est dommage d'entendre à la radio les mêmes informations déjà vues sur les réseaux sociaux, sans aucun autre développement. Les journalistes ne cherchent vraiment pas à améliorer ce qu'ils voient sur les réseaux sociaux. C'est comme s'ils faisaient du copier-coller ».



#### Dr Oumarou Dianda, 38 ans, chercheur, phytopathologiste

« Les radios abattent du bon boulot. Elles nous donnent la bonne information sur ce qui se passe sur le terrain du combat. Par contre, je constate aussi que certains journalistes ont tendance à trop critiquer. Je pense qu'il faut souvent savoir raison garder afin de ne pas saper le moral de ceux qui sont au combat. Cela pourrait les décourager, ce qui pourrait peser sur cette paix tant recherchée au Burkina Faso ».

## Micro-trottoir : êtes-vous bien informé par les radios?

#### Souleymane Ouattara, 43 ans, agent comptable DRREA-O

« Le journaliste est un professionnel de l'information. Même si d'autres peuvent avoir des voix discordantes sur la manière de traiter l'information, nous avons un pays en commun qui est le Burkina et je ne pense pas que les journalistes puissent avoir cette prétention de saper les efforts de la transition. On aimerait avoir nos journalistes radio sur le terrain des opérations pour servir l'information en temps réel aux populations ».



#### Maurice Savadogo, 39 ans, ingénieur de recherche

« Je pense surtout qu'il faut essayer de canaliser l'information, même si on parle souvent de la liberté de la presse. Cela ne veut pas dire « verrouiller » tout ce qui est vrai mais trier ce qui est nécessaire. Il faut éviter de donner des informations sensibles, notamment sur la position des FDS car on ne sait pas qui est qui ! »



#### Ismaël Somé, 23 ans, étudiant en Maintenance industrielle

« Je suis parfaitement satisfait de l'information diffusée car depuis l'arrêt du signal de RFI, la population n'est plus influencée et les radios locales nous donnent les vraies informations sur ce qui se passe dans cette période de transition ».



#### Adama Soulama, 45 ans, inspecteur semencier

« Je ne suis pas satisfait du traitement de l'information. Les informations relayées par nos radios ne sont pas toujours en phase avec la réalité du terrain. Je ne sais pas si ce sont les journalistes qui ne sont pas à la hauteur ou si on ne leur permet pas de mieux faire leur travail, mais ce qui est sûr, c'est qu'il y a un bémol qu'il faut travailler à circonscrire ».



#### Delphine Ouangrawa, 59 ans, commerçante

« Je suis satisfaite des radios car on sent que des efforts sont consentis de part et d'autre. Au départ de Blaise Compaoré, c'est la radio Oméga qui était vraiment au diapason de l'information. Elle donnait l'information en temps réel et était très écoutée. Cela a amené les autres radios à se mettre au sérieux, pour mieux informer les populations ». Church Co



#### Flavienne Valérie Sawadogo

#### Cathérine Taniagou, étudiante en 1ère année de communication d'entreprise, ISFP

« En général, les radios sont les premières à diffuser l'information, c'est pour cela qu'on leur attribue le nom de média chaud. Elles doivent cependant traiter bien l'information, s'assurer de la véracité de l'information avant de la mettre à la disposition du public ».

## La parole aux radios de Bobo-Dioulasso

Les radios bobolaises adaptent leur manière de collecter et de traiter l'information en cette période de transition. Pour des raisons d'insécurité les journalistes sont contraints de limiter leurs déplacements. Certaines informations sont traitées avec prudence, surtout celles concernant l'armée nationale, pour ne pas encourir des sanctions. Tour d'horizon.

A la radio Bobo, un média régional de la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB), Solange Bicaba, une journaliste, assise sur un banc dans le hall d'entrée, donne son avis sur le traitement de l'information en cette période de transition. « Dans notre rédaction, l'autocensure s'observe surtout au niveau du traitement. Car nous sommes un média d'Etat et notre responsabilité est plus engagée, nous ne devons pas jeter de l'huile sur le feu ». Elle ajoute que depuis le début de la crise sécuritaire, la radio couvre moins d'événements en dehors de la ville, par prudence. Elle affirme qu'il n'y'a pas eu de censure du gouvernement ou du Conseil supérieur de la Communication (CSC) à leur encontre, même si celle-ci existe. « C'est le cas par exemple de la cessation d'émission de Radio France Internationale (RFI). La chaîne France 24 a reçu aussi un avertissement pour sa manière de traiter l'actualité burkinabè ».

A la Radio Municipale de Sya, située au centre-ville à côté du commissariat central, la directrice Safiatou Muriel Ouédraogo donne elle aussi son avis. Sa radio est un média communautaire et son rôle dans cette période sensible est très important. Elle ajoute : « nos journalistes font appel à la déontologie et à l'éthique de la profession, de telle sorte que l'information qu'ils recueillent et qu'ils diffusent puisse contribuer à restaurer la paix, à améliorer la cohésion sociale et le vivre ensemble ».

Pour Josué Sanou, directeur de la radio Amazone, toutes les informations qui touchent à l'armée et à la transition sont très sensibles. « C'est pour cela que je ne fais pas de journal complet, je ne fais que des flashs. Mais je les synchronise avec la radio La Voix de l'Amérique (VOA) ».

A son tour, Soum Sylver Millogo, rédacteur en chef de la radio Balafon renchérit. « Les informations concernant les forces de défense et de sécurité (FDS) sont très sensibles, nous ne traitons rien sur elles sans avoir la validation de l'armée. Par exemple si nous trouvons une information des FDS sur Internet, nous cherchons à la confirmer, soit par l'agence d'information du Burkina (AIB), soit par le système d'information du gouvernement (SIG) ou tout autre structure communicative de l'Etat ».

#### Amadou Sidibé et Salif Barro



**Solange Bicaba**: « L'autocensure s'observe au niveau du traitement : nous ne devons pas jeter de l'huile sur le feu ».

**Safiatou Muriel Ouédraogo** : « Nos journalistes font appel à la déontologie et à l'éthique de la profession ».





Josué Sanou : « Je ne fais pas de journal complet, que des flashs. Mais je les synchronise avec La Voix de l'Amérique ».

**Soum Sylver Millogo**: « *Les informations sur les FDS sont très sensibles. Nous ne les traitons pas sans la validation de l'armée*».





# « Ne pas accompagner aveuglément le pouvoir en place »

Le Festival international des radios d'Afrique francophone s'ouvre sur l'intervention de Mountamou Kani, directeur de l'Express du Faso sur le thème : radio et transition, quelle contribution ? Il estime que les journalistes doivent revendiquer la liberté de ton, tout en gardant à l'esprit leur responsabilité sociale. Ils doivent choisir soigneusement leurs mots.

Avant de parler du rôle que les journalistes doivent jouer en temps de transition, Mountamou Kani, directeur de l'Express du Faso et président des éditeurs de presse privée des Hauts-Bassins, souligne d'abord l'importance de la radio depuis son avènement. « C'est le média le plus accessible et le mieux adapté aux besoins des populations ». A l'écouter, ce que dit la radio est parole d'évangile : « si la radio l'a dit, c'est que c'est vrai ». La radio a été utilisée autant par les colons que les dictateurs avant et après les indépendances. Mais la radio a également contribué à s'attaquer aux maux qui minent la société, mieux, à favoriser des changements institutionnels.

#### Pas de journalistes haut-parleurs

Mais quand les transitions s'installent, entre coups d'Etat et démocratie, quel rôle les radios doivent-elles jouer? Doivent-elles accompagner simplement cette transition comme des haut-parleurs ou garder jalousement leur indépendance vis-à-vis des régimes en place? Les journalistes de radio, selon Mountamou Kani, « doivent sans peur travailler à conscientiser les populations, faire en sorte que les transitions réussissent, par des analyses et des critiques objectives. Le journaliste doit revendiquer la liberté de ton, tout en gardant à l'esprit sa responsabilité sociale. La radio étant un média chaud, une information non vérifiée peut être très préjudiciable », avertit-il. Et de rappeler le cas de la « Radio des Mille collines » dont les agissements ont conduit au génocide rwandais. Au Burkina Faso, il cite le manquement professionnel de l'animateur de Femina FM et celui du correspondant de France 24, qui ont occasionné la mise en demeure de leur média. Mountamou Kani reconnaît que la neutralité n'existe pas dans l'exercice du journalisme, pour autant, « il faut exercer sa profession tout en choisissant soigneusement ses mots pour éviter de se faire sanctionner». La recette réside dans la formation : « il faut toujours se remettre en cause pour être à hauteur des défis ».

#### Universalité du journalisme

A l'issue de son exposé, les participants, pour la plupart des étudiants et des professionnels de radio, posent des questions sur l'universalité du journalisme que défend Mountamou Kani. Est-ce encore vrai de nos jours ? « Oui », répond le conférencier, « le journalisme est le même partout eu égard aux principes fondamentaux et aux règles d'éthique et de déontologie ». Il soutient que ces règles et principes doivent être rigoureusement appliqués sous les transitions afin d'assurer la défense de l'intérêt public plutôt que d' « accompagner aveuglement les pouvoirs en place ». Il ajoute que « chaque fois qu'un journaliste applique les règles du métier, forcément, le produit de son travail ne peut être que juste ».

#### Amadou Sidibé et Konwoman Rufin Paré

#### **EN BREF**

A la cérémonie d'ouverture du FIRAF, étaient présents Marguerite Blégnan, directrice régionale de la Communication, représentant le ministère de la Communication, et Brahiman Sanou, PDG de Sya Mines et Carrières, parrain de la manifestation.

« Dans les années 85, j'ai entendu l'annonce du décès d'un habitant de mon village, intervenu dans une autre localité. Lorsque je suis allé informer son papa, il a refusé de me croire. Quelques jours après, quelqu'un est venu du village où avait eu lieu le décès pour confirmer l'information. Le papa m'a appelé pour me dire que j'avais raison. Depuis ce jour, dans mon village, quand la radio dit quelque chose, c'est que c'est vrai » (Mountamou Kani)

« Tous les journalistes du Burkina Faso sont patriotes. Je ne vois pas un seul journaliste qui travaille à détruire le pays » (Mountamou Kani)

Coups d'Etat en Afrique de l'Ouest

## Le professionnalisme comme bouclier du journaliste

Quel journalisme dans un contexte de changement institutionnel ? Telle est la question posée lors du premier panel du FIRAF.



#### **EN BREF**

« On ne fait pas du journalisme avec des gants. On touche des doigts la réalité » (Roger Sawadogo)

« Si Ouagadougou est la capitale du cinéma, Abidjan la capitale des arts et de la culture, il faut que Bamako soit la capitale de la radio » (Alpha Omar Konaré, exprésident du Mali)

#### Aminata Sanou (Firaf) entourée de Roger Sawadogo et de Soumaila Dagnoko

En ces périodes de transition politique en Afrique de l'ouest, les journalistes doivent-ils travailler à la solde des régimes militaires arrivés au pouvoir à la suite de coups d'Etat au Burkina Faso, au Mali et en Guinée ? La question est posée par Roger Sawadogo, directeur de la radio La voix du Soum à Djibo (Nord Burkina). « Sous les régimes de transition, les médias sont confrontés à de nombreuses difficultés dans l'exercice de leur métier, allant parfois à des menaces de mort ». Il donne comme preuve celles exprimées sur les réseaux sociaux à l'encontre du journaliste Newton Ahmed Barry. Son auteur a été arrêté, inculpé puis condamné à une peine d'emprisonnement de deux ans et une amende de 500.000 FCFA avec sursis.

#### Fanatisme autour du président

Roger Sawadogo s'inquiète du fanatisme qui se développe autour de la personnalité du président de la Transition : « c'est le printemps des activistes au Burkina Faso », ironise-t-il. Face à ces menaces, « la rigueur doit être encore plus de mise dans le traitement des informations », indique-t-il. Le journaliste doit être encore plus professionnel en respectant les règles d'éthique et de déontologie qui régissent la profession afin d'éviter les cas de répression. Il soutient que « les médias, précisément la radio qui est un média chaud, ne doivent pas se presser pour diffuser une information. Ils doivent d'abord vérifier sa véracité avant la relayer ». Pour lui, « le professionnalisme est un véritable bouclier pour les journalistes afin d'éviter toute caporalisation des acteurs de médias ».

#### Les médias n'ont pas pour rôle d'accompagner les transitions

Le second intervenant, Soumaila Dagnoko, directeur de la radio Ciwara à Kadiolo (Mali) renchérit sur ces propos. Invité à partager l'expérience de son pays en matière de radio avec ses confrères, Soumaila Dagnoko rappelle que le Mali en est à son 5° coup d'Etat. Il affirme que les radios de son pays ont toujours joué leur partition pendant les périodes de changement institutionnel en sensibilisant les populations aux conduites à tenir pour un retour à l'ordre institutionnel. Par exemple, les radios de proximité ont joué un grand rôle dans la chute du président Moussa Traoré, qui avait promis en 1968 une transition de six mois et est resté 23 ans au pouvoir. Une dictature où « pour dire la vérité, il fallait venir dans une gourde ». Ceux qui s'aventuraient à s'exprimer publiquement étaient réprimandés. Ces radios-là ont été impitoyables pour le régime de Moussa Traoré, ce qui a amené les gens à prendre leur courage à deux mains pour dire « trop c'est trop » et dénoncer les insuffisances sur le plan démocratique. Selon Soumaila Dagnoko, « les médias n'ont pas pour rôle d'accompagner les transitions et s'inscrire dans une logique d'accompagnement reviendrait à être comptable des manquements de ces transitions ». Il précise que le journaliste doit dénoncer et critiquer lorsque la transition prend une dimension qui n'est pas souhaitée.

#### Salifou Barro et Larissa Yerbanga



Liberté d'expression et de la presse en Afrique de l'Ouest

#### « Unissez-vous »

C'est le cri que lance Anselme Somda, juriste, ancien député, chargé de programme au Centre de recherche pour la gouvernance démocratique. Lors de la 2<sup>e</sup> conférence du Firaf, il appelle à une mutualisation des efforts des journalistes afin de résister aux tentatives de caporalisation de la presse par le pouvoir.

Garantie par les textes fondamentaux, la liberté d'expression et de la presse n'est pourtant pas acquise dans les régimes de transition. Anselme Somda, enseignant, ex-député sous la Transition en 2015 et responsable du Centre de recherche sur la gouvernance démocratique, dépeint les difficultés rencontrées par les hommes de médias et les leaders d'opinion dans les pays frappés par des coups d'Etat. Du Burkina Faso à la Guinée, en passant par le Mali, le constat est le même. On assiste à une tentative de « caporalisation » de la presse, mise en évidence notamment par l'appel du premier ministre burkinabè aux médias pour obtenir leur soutien à la transition et les inviter à être des « journalistes patriotes ». A cela s'ajoute la suspension ou la mise en demeure de certains médias pour des manquements relevés dans leur traitement de l'information en lien avec la crise sécuritaire, des menaces de morts proférées envers des journalistes et des leaders d'opinion, la rétention et la centralisation de l'information au niveau de la présidence, etc.

Pour Anselme Somda, « cette situation n'est pas le fait des seuls régimes de transition. Les régimes dits démocratiques se sont eux aussi illustrés par des atteintes flagrantes à la liberté de la presse et d'opinion ». Par exemple, les coupures intempestives d'Internet sous le président Roch Marc Christian Kaboré, que le conférencier qualifie de « violation des droits numériques du citoyen », et l'arrestation du web influenceur Naïm Touré. « On constate une sorte d'abandon de la liberté de la presse, au nom de la sécurité, notamment au Mali et au Burkina Faso. Si nous renonçons à nos libertés pour la sécurité, nous ne méritons ni l'un, ni l'autre », dit-il.

Pour lutter contre les atteintes aux libertés, il propose une mutualisation des efforts afin que les problèmes auxquels sont confrontés les journalistes d'un pays trouvent des solutions pour l'ensemble des confrères. « *Unissez-vous car la société civile a besoin de communiquer à travers les médias* », lance-t-il. Il préconise la condamnation de toute atteinte à la mission des journalistes, la levée de toutes les restrictions sur leur travail, dans l'ensemble des pays concernés par les changements institutionnels.

Cependant Anselme Somda estime que les choses peuvent changer. Il note que les nouveaux régimes militaires, contrairement aux précédents, ont le souci de garder « *un semblant d'Etat de Droit* », en remettant en vigueur la constitution, en nommant des civils au gouvernement et en installant une assemblée nationale composée de personnalités non élues mais désignées par les partis politiques.

Larissa Yerbanga et Flavienne Valérie Sawadogo

#### Diane Ouédraogo, étudiante en 1ère année de communication d'entreprise, ISFP

« Je trouve que le thème du FIRAF « Radio et transition : quelle contribution » est d'actualité car il reflète la situation de notre pays. Dans cette transition qui est une période de crise, les journalistes font face à certains soucis et les populations ont besoin d'être rassurées. A mon sens, pour éviter certaines confusions, les journalistes doivent s'assurer de la crédibilité de l'information avant de la diffuser ».

#### Période de transition

# Les journalistes appelés à plus d'engagement







Awa Ly, journaliste à Fada

Un public attentif et réactif

Christine Cognat, Reporters solidaires

#### Journalisme et engagement

« Le journalisme et la redevabilité : quelle contribution en période de transition ? ». Ce thème est développé par Awa Ly, journaliste à Fada et correspondante de Radio Oméga, lors du deuxième panel du FIRAF. La redevabilité est une approche visant à construire un système qui repose sur l'engagement des citoyens. Elle explique qu'un journaliste peut accompagner les organes d'une transition pour transmettre et expliquer les réformes aux populations. « Celles-ci attendent beaucoup des journalistes sur leurs responsabilités sociales », dit-elle. Awa Ly rappelle la collaboration existant entre la presse de la région du Centre-Est et les communes de Tenkodogo et de Bagré. « Cette collaboration a permis que la presse apporte sa contribution au développement régional pendant les deux périodes de transition et celle du Covid-19 », se réjouit-elle.

#### Journalisme et citoyenneté

Christine Cognat, journaliste et présidente de Reporters solidaires prend la suite de la conférence sous le thème : « Journaliste-citoyen : jusqu'où peut-il s'engager ?». A ne pas confondre avec un « citoyen journaliste » qui rapporte des informations sans être journaliste professionnel. Abraham Zapruder est considéré comme le premier citoyen-journaliste pour avoir filmé l'assassinat du président américain John F. Kennedy le 22 novembre 1963 à Dallas aux Etats-Unis. A écouter Christine Cognat, les citoyens-journalistes, notamment les blogueurs, ont un rôle primordial à jouer lorsque la presse est muselée. En revanche, un journaliste-citoyen est un journaliste qui s'engage pour une cause, sans tomber dans le militantisme. Cette cause doit respecter les valeurs humaines, elles sont nombreuses, de la promotion des droits des femmes à la protection de l'environnement et il y a plusieurs manières d'être un journaliste citoyen. Ce qui n'a rien à voir avec le patriotisme des journalistes réclamé par les autorités de la Transition « On peut être patriote sans être journaliste, on peut aussi être journaliste sans être patriote », souligne la présidente de Reporters solidaires.

#### Amadou Sidibé et Konwoman Rufin Paré

#### Journée mondiale de la radio

A l'issue de la 4<sup>e</sup> édition du Festival international des Radios d'Afrique Francophone (FRIAF) les professionnels de la radio commémorent la 12 <sup>e</sup> édition de la journée mondiale de la Radio (JMR). Célébrée chaque 13 février, la JMR a cette année pour thème « Radio et paix ». Un thème qui résonne particulièrement au Sahel où plusieurs pays sont confrontés à des attaques terroristes et à l'insécurité.

#### Les prix du FIRAF

Chaque année, le FIRAF récompense des reportages radiophoniques sur le thème du festival.

En 2023, le premier prix est décerné à Karim Ouédraogo (RTB Dédougou, BF), le deuxième à Drissa Diallo (radio Yelen de Kadiolo, Mali) et le troisième à Aristide Nombré (radio Téria de Banfora, BF). Les prix, un ordinateur et deux enregistreurs numériques, sont offerts par l'association franco-africaine Reporters solidaires.

#### Formation des journalistes : le RIJ est une référence

Au départ, simple cadre informel entre journalistes burkinabè pour partager leurs expériences, le Réseau d'initiative des journalistes (RIJ) est formalisé en 2001. Sa devise : « Former pour mieux faire connaître notre richesse». Sa principale mission réside donc dans la formation de ses membres et des journalistes du Burkina Faso. Pour être opérationnel, le RIJ s'est doté d'un Comité de pilotage (CDP) et d'une assemblée générale. Un coordinateur, actuellement Romaine Zidouemba, se trouve à la tête de cette instance qui a plusieurs partenaires : le FIRAF, l'UNICEF, la Deutsche Welle Akademie, l'Union européenne, le Centre national de presse Norbert Zongo, etc.

Dans ses formations, le RIJ fait la promotion de l'éthique et de la déontologie ainsi que des textes sur la presse. Il bénéficie d'un pool de formateurs qui ont déjà fait leurs preuves dans le renforcement des capacités des journalistes en Mobil journalism (MoJo) et en Journalisme sensible aux conflits.

Ses actions sur le terrain lui ont valu une reconnaissance des autorités burkinabè qui lui ont décerné en 2016 la médaille de chevalier de l'Ordre du Mérite pour la presse écrite, la radio et la télévision.

Tout professionnel des médias peut adhérer au RIJ pour peu qu'il accepte les conditions de l'organisation en payant son droit d'adhésion (2 000 F CFA). Pour contribuer au fonctionnement du RIJ, chaque membre doit s'acquitter en outre d'une cotisation annuelle qui s'élève à 6 000 F CFA.

#### Konwoman Rufin Paré



Rédaction de FIRAF INFO 2 : la 3<sup>e</sup> promotion du Master 2 Techniques des métiers de l'information de l'Université Nazi-Boni à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) dans le cadre des Travaux dirigés presse écrite